



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL

N ° 2 0 2 5 - 8 3 4 5 - 0 0 4

Plantations **France Nation Verte** – Hiver 2026 - Forêts domaniales Limousines

Lot n° 1 – FD de LALLEGER – Parcelles forestières 2.A, 3.A, et 16.B

Lot n° 2 – FD de LARFEUIL – Parcelles forestières 9.B, 11.B, et 28.C

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la plantation « **France Nation Verte** » en forêts domaniales de :

- Lot n° 1 : Lalléger (23 – Creuse) – parcelles forestières 2.A, 3.A, 16.B.
- Lot n° 2 : Larfeuil (19 – Corrèze) – parcelles forestières 9.B, 11.B, 28.C.

Les prestations demandées comprennent :

- la mise en terre des plants ;
- la fourniture et la mise en place des protections individuelles gibiers associées.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts

Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine

Agence territoriale du Limousin - Le Pastel - 22 rue des Pénitents Blancs - 87032 LIMOGES Cedex 1

Personne signataire du marché

La personne signataire de ce marché est Monsieur **LE MAOÛT Jean-François**, Directeur de l'Agence Territoriale du Limousin de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE	3
1.3.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	3
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE OU ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS.....	3
1.5.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	3
1.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	3
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1.	OBJET DU MARCHE.....	4
2.2.	PROCEDURE	4
2.3.	CLASSIFICATION CPV	4
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL.....	4
3.1.	FORME DU MARCHE.....	4
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i>	4
3.2.	SOUS-TRAITANCE.....	4
3.3.	PRESTATIONS SIMILAIRES	5
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
5.1.	ÉTAT INDICATIF DU (DES) CHANTIER(S) - COMMANDE PREVUE	5
5.2.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	5
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	5
6.1.	UNITE MONETAIRE.....	5
6.1.	FORME ET CONTENU DES PRIX	5
6.1.1.	<i>Nature des prix</i>	5
6.1.2.	<i>Contenu des prix</i>	6
6.2.	INDEMNISATION.....	6
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX	6
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	6
6.4.1.	<i>Avance</i>	6
6.4.2.	<i>Acomptes</i>	6
6.4.3.	<i>Facturation</i>	6
6.4.4.	<i>Transmission des factures</i>	6
6.4.5.	<i>Paieement des sous-traitants</i>	7
6.4.6.	<i>Délai global de paieement</i>	7
6.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	7
7	PENALITES	7
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	8
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	8
8	DROIT, LANGUE	8
9	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	8
9.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	8
9.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	8
9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	9
9.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	9

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'**Office National des Forêts, Agence Territoriale du Limousin**, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET **662 043 116 03020**.

L'adresse postale de l'**Agence Territoriale du Limousin** est :
Le Pastel – 22 rue des Pénitents Blancs – 87032 LIMOGES Cedex 1.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

Monsieur Laurent ROUSSET - Technicien spécialisé Appui Travaux
Tél. 06.13.93.66.76 – @ : laurent.rousset@onf.fr et/ou travaux-limousin.coa@onf.fr

1.3. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Les personnes à contacter pour une visite des chantiers ou des précisions techniques sont (cf. **cartographies**) :

Forêt domaniale	Nom du Technicien Forestier	Tél. / @
Unité Territoriale de Guéret Responsable de l'Unité Territoriale : Bruno BOUCHEIX – 06 21 17 42 20 – bruno.boucheix@onf.fr		
- LOT N° 1 – FD LALLEGER	COUTURIER Benjamin	06 03 68 67 91 benjamin.couturier@onf.fr

Forêt domaniale	Nom du Technicien Forestier	Tél. / @
Unité Territoriale de Meymac Responsable de l'Unité Territoriale : Jean-Philippe CASTAGNIO – 06 20 20 29 47 – jean-philippe.castagnio@onf.fr		
- LOT N° 2 – FD LARFEUIL	BLOSSIER Mickael	06 23 97 72 31 mickael.blossier@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique ou administratif peuvent être obtenus

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif sont :

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Madame Yamina KECHEROUD - Responsable territorial du Pôle Achat
9 Rue Raymond Manaud – 33520 Bruges
@ : yamina.kecheroud@onf.fr et/ou achats-dt.coa@onf.fr

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Madame Peggy LELUT - Assistante spécialisée
Service Forêt – Le Pastel – 22 rue des Pénitents Blancs – 87032 LIMOGES Cedex 1
@ : peggy.lelut@onf.fr et/ou travaux-limousin.coa@onf.fr

1.5. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :

Le **Secrétaire Général** de la DT COA - 100 boulevard de la Salle – BP18 - 45760 BOIGNY-SUR-BIONNE

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est :

L'**Agent Comptable Secondaire** de la DT COA - 100 bd de la Salle – BP18 - 45760 BOIGNY-SUR-BIONNE

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la **plantation** « **France Nation Verte** » en forêts domaniales de :

- Lot n° 1 : Lalléger (23 – Creuse) – parcelles forestières 2.A, 3.A, 16.B.
- Lot n° 2 : Larfeuil (19 – Corrèze) – parcelles forestières 9.B, 11.B, 28.C.

Les prestations demandées comprennent :

- la mise en terre des plants ;
- la fourniture et la mise en place des protections individuelles gibiers associées.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL

3.1. Forme du marché

3.1.1. Décomposition en lots

Le marché est alloti et se décompose en 2 lots, chacun donnant lieu à un marché distinct :

LOT 1 - FORET DOMANIALE DE LALLEGER (23 - CREUSE)

Mise en terre de :

- **7 879** plants de résineux (Douglas / Mélèze / Pin Laricio de Corse) ;
- **1 400** plants de feuillus (Robinier faux-acacia dont 470 plants non traités TRICO) ;

Fourniture et mise en place de :

- **470** protections individuelles gibiers pour les 470 plants de Robinier non traités au TRICO.

LOT 2 - FORET DOMANIALE DE LARFEUIL (19 - CORREZE)

Mise en terre de :

- **13 400** plants de résineux (Douglas / Pin Laricio de Corse / Cèdre de l'Atlas / Sapin de Bornmüller) ;
- **1 000** plants de feuillus (Chêne Pubescent).

Fourniture et mise en place de :

- **1 000** protections individuelles gibiers pour les feuillus (Chêne Pubescent).

3.2. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,

- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE) et le Bordereau des Prix Unitaires – Détail Quantitatif Estimatif (BPU-DQE) au présent marché **par lot** ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- les prescriptions techniques et les plans par lot ;
- le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat (CGA) de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat (CGA) de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet www.onf.fr / rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. État indicatif du (des) chantier(s) - commande prévue

Chacun des marchés (lots n° 1 et 2) constitue la commande émise par le donneur d'ordre, pouvoir adjudicateur.

5.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.1. Forme et contenu des prix

6.1.1. Nature des prix

Chaque marché est traité à prix unitaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix.

6.1.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.2. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers.

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de manière dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° **2025-8345-004** ;
- le numéro du lot concerné ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en **47xxxx** indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue **obligatoirement** de manière électronique et sécurisée via le **portail CHORUS Pro** disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro du marché : **2025-8345-004**

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format **4700XXX**.
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT COA de l'ONF : **662 043 116 03020**
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF, par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un **relevé d'identité bancaire du compte** sur lequel seront effectués les paiements.

Le **délai global de paiement** du présent marché est fixé à **40 jours maximum**.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture sur CHORUS (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché ;
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP, n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux articles 8 à 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

7.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique. Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.

A

Le

Le Candidat Nom, Prénom, qualité
Mention manuscrite « lu et accepté »

Signature et cachet de l'entreprise